

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
والصيد البحري
الوزير

Le Ministre

Alger, le 01 فيفري 2016

رقم: 081 / 0.أ.و.

..... الجزائر في

Lettre d'orientation pour la mise en place du dispositif d'appui Conseil et d'innovations techniques au bénéfice des acteurs économiques du secteur

Le renforcement des capacités et compétences des acteurs et le nécessaire investissement dans les ressources humaines sont au centre des préoccupations du MADRP, pour accompagner le développement des filières agricoles, des territoires ruraux et de la pêche, afin de soutenir le développement des exploitations agricoles et d'élevage et favoriser l'emploi et l'insertion des jeunes.

La Conjoncture que vit l'Algérie impose au MADRP un recadrage et une décentralisation de sa politique d'appui technique, de formation et de vulgarisation mise en œuvre.

Cette refonte s'appuie sur l'intégration et la mobilisation des acteurs économiques privés et publics (agriculteurs, associations, coopératives, opérateurs...) au niveau local et territorial. Les capacités et compétences de tous sont en effet nécessaires pour relever les défis nombreux et pour créer les synergies nécessaires.

Le changement attendu sera un changement profond d'attitudes et de relations caractérisé par un dynamisme et une prise d'initiatives, d'échanges et d'apprentissages ainsi que de collaboration et de partenariat.

Au cœur des futures actions sont les agriculteurs et agricultrices, les éleveurs, les pêcheurs, les aquaculteurs, leurs associations et coopératives ce qui nécessite d'être à leur écoute et de les accompagner en matière de formation, de communication, de sensibilisation...

La base de ce nouveau dispositif est axée sur des plateformes locales, incluant un nouveau schéma relationnel, et de nouveaux moyens et process d'amplification et de valorisation des compétences, des initiatives locales, des innovations des différents acteurs, des produits innovants et des expériences réussies relatives aux filières stratégiques (céréales, lait, viandes...).

Elle doit être généralisée à l'échelle locale et au niveau national,

Ce nouveau dispositif mis en place progressivement, est articulé autour de :

- la libéralisation des initiatives locales des institutions publiques et privées qui peuvent mobiliser les compétences et les moyens financiers ;
- l'intégration de la Communication comme un élément de valorisation et d'amplification ;
- l'élargissement de la plate forme de concertation autour de l'appui technique (formation, appui conseil et développement technologique) aux privés (entreprises du secteur agricole, associations, CNMA, institutions de micro-finance, autres) ;

- l'intégration des secteurs, notamment ceux de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour la mise en œuvre du dispositif, à toutes les échelles (locale, régionale, nationale).

Ce dispositif est constitué de plateformes locales de pilotage, et de plateformes locales d'appui, travaillant sur des contenus techniques et horizontaux et s'axant sur l'utilisation systématique des TICs.

Les directions sectorielles au niveau local (DSA, Conservations, DPRH) sont chargées d'accompagner et de catalyser la mise en place de plateformes au niveau local.

Les Directions des Services Agricoles et les Direction de la Pêche et des Ressources Halieutiques:

Les DSA contribuent par le biais du bureau chargé de la Formation et de la Vulgarisation, existant et positionné au niveau des SOPAT dans la majorité des DSA mais également par le biais du réseau d'ingénieurs des subdivisions et les Conseillers agricoles à l'appui des professionnels organisés (Chambres, interprofessions, association, coopératives...) à la consolidation participative et collégiale des demandes et à la confection (avec les autres partenaires : CAW, établissements de formation, stations des instituts techniques...), des programmes de formation et d'appui conseil piloté par la plateforme locale.

- Elles participent au suivi de l'exécution des programmes de formation et d'appui conseil retenues selon des critères par objectifs bien définis (conditions favorables pour toutes actions formative et d'appui conseil menées)
- Elles participent au suivi de réalisation des programmes par les structures concernées
- Elles facilitent l'action, par les plateformes locales, de coordination des activités entre les différents intervenants impliqués (internes et externes) du secteur;
- Elles collaborent à la gestion rationnelle pour la partie des ressources publiques allouées à la formation et à l'appui conseil.

Les Conservations des Forêts (CF)

Pour les actions relatives au développement rural et de foresterie, les conservations des forêts sont appelées à :

Formulation et agrégation des besoins :

Consolider les besoins de formation et de vulgarisation recueillies (propres ou par le biais des facilitateurs) et contribuer à la confection avec les autres partenaires (collectivités locales, CAW, DSA, établissements de formation, stations des instituts techniques, associations...) des programmes de formation et de vulgarisation en tenant compte :

- des orientations de développement rural et spécificités territoriales
- des objectifs de développement rural fixés pour la wilaya

Mise en œuvre des formations :

Contribuer à la réalisation des programmes de formation et d'appui conseil arrêtés selon des demandes exprimées en orientant les candidats vers les lieux de formation et de démonstration (établissements de formation du MADR, stations des instituts techniques, centres de formation du MFEP, sites de démonstration...) ou vers des institutions privées ayant l'expertise requise.

I- PLATE FORME LOCALE DE PILOTAGE

- **Les Chambres d'Agriculture de Wilaya et les représentants de l'UNPA de Wilaya,**
- **les Chambres de la Pêche et des Ressources Halieutiques de Wilaya**
- **l'Interprofession**
- **les Coopératives**
- **les Associations, y compris les associations de femmes rurales**

Véritables représentants des intérêts professionnels de leurs adhérents (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs,...), les chambres d'agriculture et celles de la Pêche et des Ressources Halieutiques de Wilayas, l'Interprofessions avec ses différents Conseils, les Coopératives et les associations **sont au centre du nouveau dispositif.**

Directement issues de la profession et représentant ses intérêts, elles doivent assumer une réelle responsabilité dans **l'expression et la prise en charge des besoins en formation et en appui conseil de leurs adhérents** et l'adaptation permanente de l'outil de formation aux attentes exprimées par la profession et mettre en œuvre des plans d'action opérationnels pour chacun des partenaires de la plate forme.

Ces besoins doivent être analysés et transformés en demandes précises en actions de formation et d'appui conseil qui doivent être partagés, discutés et adoptés dans le cadre d'une vision et d'une démarche commune concertée.

A court terme ce processus d'identification des besoins, de formulation de demandes et de négociation avec les prestataires de services (conseils, intrants, commercialisation, autres) nécessitera un accompagnement par les acteurs d'appui conseil. Le but est que les acteurs eux même puissent développer ces compétences à moyen et long terme.

Ces organes de pilotage :

- Identifient et accompagnent toutes formes organisées de professionnels (organisations professionnelles, groupements d'Intérêt Commun (GIC), Coopératives, associations...) en prenant en compte différents facteurs (âge, genre, taille de l'exploitation, type de spéculation, niveau des agriculteurs et éleveurs, spécificités régionales etc.) et accompagnent les Pôles de Développement Agricoles au sens large (Pôle, cluster, ...);
- Recensent et connaissent les acteurs dans leurs espaces (localité, commune, wilayas, région) notamment :
 - les associations professionnelles et/ou autres associations, notamment celles des femmes rurales ;
 - les opérateurs économiques privés et publics, en particulier, ceux qui fournissent les intrants et ceux qui commercialisent les produits agricoles ;
 - instituts et centres de Recherche & Développement avec leurs stations et fermes de démonstration;
 - les centres de formations sous tutelle du MADRP ou du MFEP ou tout autre secteur;
 - les CCLS, les agences CRMA, les fermes pilotes ;
 - les laboratoires universitaires ;
 - le mouvement associatif ;
 - les bureaux d'études agricoles et rurales

Afin de pouvoir capter, orienter et consolider les investissements dans l'agriculture, la pêche et les services connexes ;

- intensifient leurs actions de communication pour donner une meilleure visibilité aux efforts déployés en matière de formation, d'appui conseil et de développement technologique ;
- apportent leur soutien aux agriculteurs, éleveurs et pêcheurs pour qu'ils identifient leurs demandes d'appui conseil et de formation ;
- se positionnent comme facilitateur de la diffusion d'informations et jouent le rôle de centres virtuels d'information, notamment en mettant les producteurs/-trices et les acteurs de la chaîne de valeur ajoutée en relation avec les institutions d'appui et personnes ressources, assurant ainsi un rôle de mise en réseau;
- assurent la promotion d'actions de proximités entre les agriculteurs par le biais de jumelage ou de visite entre des agriculteurs de différentes wilayas, notamment autour de success stories et de plates formes communes ;
- lancent des appels à manifestation d'intérêt pour impliquer les opérateurs privés dans des actions d'appui technique et/ou de formation ;
- soutiennent la mise en œuvre des programmes de formation en coordination avec les stations et laboratoires des instituts de R&D du MADRP, les établissements de formation agricole et de la pêche, à l'adresse des agriculteurs, des éleveurs et des Pêcheurs ;

- appuient la mise en œuvre de formation sur site (Champs Ecole Paysans, sites de démonstration, visite d'échanges,...) ; et impliquent les femmes et hommes agriculteurs leaders dans la mise en œuvre des actions de formation, de conseils paysans à paysans et de démonstration en qualité d'experts

I.1. PLATE FORME LOCALE D'APPUI

I.1.1. Les acteurs

Autour de la plateforme locale qui est l'organe de pilotage, se regroupe la plateforme locale d'appui avec les acteurs d'appui en conseil, en formation, en approvisionnement d'intrants, en transformation et commercialisation de produits, en finances, etc.

Les acteurs d'appui publiques et privés doivent fournir des services sur mesure selon les demandes exprimées par les producteurs et productrices et leurs organisations. Ceci nécessite une flexibilité de la part des acteurs d'appui pour s'adapter aux demandes, mais aussi une concertation entre eux sur leur complémentarité et synergie à créer autour des problèmes complexes. Ceci est pour assurer un processus ascendant et des services pertinents, efficaces et efficaces.

Les Instituts et Centres de recherche et développement et Agences :

La contribution des instituts techniques dans le dispositif d'appui conseil, de formation et d'Innovation intervient à deux niveaux :

1. En appui aux programmes de formation et d'Appui Conseil

- Répondre aux demandes émanant de la Chambre (CNA et CAW, CAPA, Interprofession) par le montage et la réalisation des programmes d'appui conseil et de formation adaptés et ciblés, au niveau des structures de rattachement (stations, fermes de démonstration, laboratoires...) ou des établissements de formation du MADR, du MFEP ou de tout autre secteur en fonction des missions et objectifs propres, pour un public ciblé.
- Réorienter le contenu des formations selon le besoins et les informations apportées par les professionnels, selon la typologie du public (groupe homogène d'agriculteurs dont les besoins seront différents selon le niveau de technicité, le genre ...).

2. En appui contribuant à l'amplification des produits innovants:

- en injectant les outputs des expérimentations et des travaux de recherche & développement qui y ont été menés, dans les programmes d'appui technique, de perfectionnement et de formation.

Les Etablissements de formation :

Spécialistes dans l'ingénierie pédagogique, les établissements de formation sont tenus de :

1. Confectionner en étroite collaboration avec la profession, les instituts techniques et autres opérateurs (à travers l'organisation de réunions de recadrage), des programmes de formation en fonction des besoins réels du secteur, en tenant compte des :
 - orientations de développement des filières,
 - spécificités territoriales et des zones de production,
 - besoins réels des populations ciblées,
 - objectifs mesurables et réalisables (selon les normes pédagogiques établies et des moyens disponibles).
2. fournir les facilités de réalisation des formations par le biais de leurs formateurs propres et lorsque nécessaire en faisant appel aux spécialistes des institutions techniques spécialisées ou d'expertises professionnelles parmi les producteurs/-trices eux-mêmes.

Les Opérateurs Economiques Publics (Offices, EPE, CCLS, CRMA, fermes pilotes, ...)

Ces opérateurs économiques **sont parties prenantes** pour la mise en œuvre, dans le cadre de la concertation au niveau local, de l'appui technique de leurs adhérents et/ou clients (céréaliculteurs, mutualistes...).

Ils s'appuieront également sur des collaborations avec des opérateurs privés pour assurer la prise en charge technique et/ou financières d'actions de vulgarisation et de formation.

Les Opérateurs Economiques Privés

- Les opérateurs économiques privés, sont parties prenantes aux manifestations d'intérêt de la profession pour l'organisation d'actions d'appui conseil, et de formation portant sur le raisonnement de l'irrigation, de la fertilisation, de la protection phytosanitaire ou zoosanitaire, considérant leurs produits et / ou services, comme élément du système à développer au profit des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs ou un autre mode de participation qu'ils conviendront de définir par la suite;
- souvent porteurs d'innovation, ils sont invités à partager leurs expériences et leurs innovations selon le nouveau mode opératoire à mettre en place au niveau local et national ;
- ils sont également invités, dans le nouveau dispositif, à contribuer financièrement aux projets de recherche développement dans les domaines d'intérêt commun et d'intégrer les équipes de recherche propre, mixte ou associé dans le nouveau schéma de la recherche.

Les Coopératives, les Associations, y compris les associations de femmes rurales

Elles sont à la fois des structure d'appui pour leurs adhérents mais peuvent également être des clients de structures d'appui.

Les associations sont invitées à mobiliser leurs adhérents pour des actions de sensibilisation et ou de formation.

Elles sont également responsabilisées pour mettre en œuvre un processus de réflexion sur les besoins de leurs adhérents, de formuler leurs demande et de négocier avec les prestataires de service, leur mise en œuvre.

Elles appuient aussi, la mise en œuvre des actions de développement agricoles, de formation, d'information et d'appui conseil, financés par le biais de leurs subventions, ou toutes autres formes de financement.

I.1.2. LE CONTENU

Thématiques d'appui, de formation et d'innovation

Les thèmes sont établis au sein des plateformes locales par leurs adhérents et les facilitateurs sur la base des demandes exprimées par les producteurs et en concordance avec les thématiques prioritaires du MADRP qui sont notamment, selon les territoires et les filières d'ordre technique et de management :

Thématiques technique

Les thématiques prioritaires sont notamment :

- La promotion des systèmes de production intensive et hyper intensive ;
- l'utilisation efficiente de l'eau, notamment pour l'irrigation d'appoint ;
- le développement des techniques économisatrices d'eau (goutte à goutte) ;
- le choix variétal pour augmenter la gamme variétale utilisée par les agriculteurs ;
- le développement de techniques d'élevage pour la prévention et la gestion des maladies ;
- l'alimentation animale et l'utilisation de sous produits alimentaires et/ou cultures alternatives y compris pour l'aquaculture ;
- la mécanisation des différentes opérations des cultures maraichères et de légumineuses alimentaires ;
- le raisonnement de la fertilisation ;

- le raisonnement de la lutte intégrée et la lutte biologique ;
- La commercialisation (directe, en groupe, etc.) et le stockage des produits ;
- La transformation des produits pour augmenter la valeur ajoutée ;
- L'assurance et la sécurité sociale des agriculteurs ;
- Les changements climatiques et les répercussions sur l'agriculture ;
- Le développement durable.

Thématiques horizontales

- L'approche de développement organisationnel pour la promotion des coopératifs et associations d'agriculteurs, de pêcheurs, d'éleveurs, de transformateurs, de femme rurales, d'aquaculteurs...paysannes
- le refonte et le renforcement des structures d'appui conseil
- Les approches participatives de conseil et conseil paysans aux agriculteurs, pêcheurs et éleveurs ;
- Les nouveaux rôles des conseillers et les nouvelles compétences (médiation, mise en relation/réseau, facilitateur, etc.)
- La gestion des conflits
- L'assurance et la sécurité sociale des entreprises agricoles familiales ;
- Gestion de l'entreprise agricole familiale ;
- La communication, la gestion des connaissances et mise à l'échelle des innovations et le rôle des TIC ;
- L'habilitation des acteurs à se prendre en charge.

II- Les Outils de la Plateforme :

En matière d'information et de communication :

- Création au niveau des chambres d'agriculture et de la pêche des **portails virtuels d'information et de documentation professionnelle** : à la différence des sites web classiques qui sont destinés au grand public, ces portails interactifs, sont **dédiés aux professionnels** de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, qui vont pouvoir y contribuer en qualité de producteur de connaissance.
Ces portails vont fournir l'ensemble des outils d'accompagnement et d'aide à la décision (informations sur les aides et les subventions publiques, information sur le marché des intrants, fiches techniques de vulgarisation, séquence de vulgarisation en vidéos, les alertes, annuaires des institutions et personnes ressources...)
- Développer la coopération à distance à travers la "**mise en réseau électronique des acteurs**" pour améliorer les communications et la gestion des flux d'informations, ainsi que pour l'amplification des expériences réussies et des innovations introduites, notamment par le biais des outils suivants :
 - **OUTILS DE DISCUSSION** : Messagerie E.mail, Messagerie instantanée, SMS, Facebook, Skype, Forums de discussion, Plateformes d'échanges généralistes ou spécialisés;
 - **OUTILS DE PUBLICATION** : Wikis, Applications de génération de textes, GED, statistiques, photos, cartes, Blogs et Micro Blogs, Sites Web de stockage de données.
 - **OUTILS DE CONTACT** : Réseaux sociaux (Facebook, tweeter, et Portail généralistes ou professionnels, List de contacts, Annuaires...);
 - **OUTILS DE CONTENU** : Partage de fichiers ou documents, Bases de données Partage de vidéos et de photos, You tube, Daily Motion, Flickr.
- Ce type de réseau favorise :
 - L'accès à l'information ;
 - L'accès au conseil et au savoir-faire expert ;
 - partage des compétences et des savoir-faire ;
 - flexibilité et aptitude à réagir rapidement aux situations nouvelles.

- L'accélération du processus de création d'une chaîne thématique à même de contribuer, par le biais de programmes adaptés, aux actions de vulgarisation et de formation.

En matière de financement des actions d'appui conseil et de formation :

Les ressources financières nécessaires à la réalisation des actions envisagées seront assurées à travers :

- Les budgets propres des structures impliquées dans le dispositif d'appui conseil et de formation;
- Les budgets propres des clients (hommes/femmes producteurs, conseillers, autres), des OP et des Chambres
- Les décisions de financement sur les fonds (FNDA et FNDR) ;
- Les contributions des opérateurs économiques (parrainage, sponsoring, mécénat...);
- Les financements issus des projets nationaux (Fonds national de la recherche,...);
- Contributions internationales dans le cadre des programmes/projets de coopération ;
- Des cofinancements de ces différentes options.

III- Système de suivi et d'évaluation :

Un système de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation doit être mis en place au niveau local et au niveau central (National)

Au niveau local :

Des comités de suivi sont mis en place par la plateforme locale autour des Chambres, le pilotage et le suivi évaluation devront être collégiale à travers une gestion participative. Ce travail devra se faire par le biais de système électronique, appuyés par des rencontres d'évaluation organisées à l'échelle locale et centrale.

Parmi les indicateurs de réussites seront pris en compte :

- la satisfaction des producteurs/-trices, des coopératives et associations avec les services rendus,
- la pertinence, l'efficacité et la qualité des services
- la pérennité institutionnelle,
- l'impact environnemental.

Au niveau central :

- Au niveau central, un comité de suivi comprenant, la Chambre nationale, l'interprofession et des opérateurs privés sera mis en place.

Il devra notamment :

- assurer l'interface avec les services juridiques du MADRP (question d'éligibilité, établissement de décision de financement...);
- accompagner les acteurs locaux dans leur démarche de mise en synergie des moyens (montage de formation mixte public-privé, ...);
- mobiliser, quand c'est nécessaire, les spécialistes matières pour l'animation des actions de formation et de vulgarisation,
- contribuer à la diffusion de l'information relative aux initiatives locales pour encourager d'autres acteurs

IV- Plate Forme Intersectorielle :

IV.1. Avec le Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnel (MFEP)

- intégrer les centres du MEFP, dans le dispositif, en s'appuyant sur la convention liant le MADRP au MFEP ;
- **développer la formation par apprentissage**, en étroite collaboration avec la CNA et la CNPRH,
- **intégrer les centres d'excellences** de formation professionnelle aux métiers de l'Agriculture et de l'industrie agro-industrielle, pour apporter des référentiels en matière de formation et d'appui et ce, dès

leur mise en place. Les premiers centres d'excellence seront mis en place à Khenchela, Oran, El Oued, Biskra, Bouira, Mascara et Ain Défla.

- Ces centres prodigueront des formations diplômantes et qualifiantes de standard international avec l'appui d'opérateurs locaux, nationaux voire internationaux. Les thématiques et domaines d'interventions devront être de type innovant et complémentaire aux formations et perfectionnement fournis dans les autres établissements.

IV.2. Avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

- identifier les principaux acteurs par rapports à la prise en charge de thématiques importantes pour le Secteur (CRSTRA, CDER, CRAPC, université de Chlef, Université de Blida, Université de Constantine, de Mostaganem, d'El Tarf, Annaba, Batna, Guelma, Tlemcen...);
- renforcer les actions de formation et de vulgarisation, en intégrant les enseignants chercheurs et les chercheurs des universités et centres de recherche précités;
- intégrer des outputs de la recherche identifiées dans le contenu des formations techniques (nouveaux procédés, nouveau matériel et/ou matériau);
- mobiliser les compétences des deux secteurs et mettre en place des réseaux de recherche & développement autour du blé dur, du lait, de la tomate industrielle, des viandes rouges, de l'arboriculture fruitière... »;
- mettre en œuvre des projets intersectoriels sur des priorités identifiées par le secteur et validées par les Commission intersectorielle (CIS);
- inscrire des besoins identifiés et non pris en charge comme question à la recherche.

IV.3. Avec le Ministère de l'Emploi du Travail et de la Sécurité Sociale

- Accompagner, soutenir et former les jeunes porteurs d'idées et / ou de projets d'investissement dans l'agriculture, la pêche et les services connexes, dans le cadre des dispositifs d'insertion (ANSEJ, CNAC,...).
- Orienter les investissements dans l'optique de promotion de pôles agricoles intégrés (services, transformation...);
- Favoriser le développement des startups dans les domaines de l'industrie et des services agricoles.

